

pas la replacer dans son contexte de classe, est une attitude qui ne peut être qualifiée que d'électorale. Comment s'étonner ensuite que certains camarades soient allés jusqu'à peindre sur les murs « Mitterrand c'est l'avenir » ? L'essentiel du rapport de Waldeck Rochet consiste en l'examen des options de Mitterrand. Certes il n'y a pas eu de discussions sur un programme (le 17ème Congrès est bien loin), mais nous apprenons que notre Parti a obtenu « des garanties » (page 7). Quelle est la nature de ces garanties ? Seule notre direction le sait. Peut-être est-ce simplement la garantie que Mitterrand ne changera pas d'avis et ne rejettera pas nos voix, la veille de l'élection.

### ● 3 ) Les options que notre Parti soutient (ou ce à quoi il renonce).

Nous n'insisterons pas sur la Constitution réformée (qui conserve l'essentiel de la Constitution de 1958), ni sur la série de revendications « démocratiques » : l'éducation nationale, les impôts etc ... attendues dans tout programme électoral (y compris dans celui de Tixier Vignancour).

Par contre, nous retiendrons la bénédiction donnée par le Bureau Politique à la phrase démagogique *mettre un terme à l'injuste répartition des fruits du travail* que Waldeck Rochet commente simplement par *sans doute, Mitterrand n'a pas parlé de nationalisations* ... Nous retrouvons là un autre exemple de revendications sans contenu. Seuls les petits-bourgeois qui rêvent d'une *police pure* peuvent rêver d'un régime capitaliste octroyant une *plus juste répartition des fruits du travail*. Qui jugerait de la justesse de cette répartition ? Peut-être un ensemble d'idées juridiques spécialement créé à cette fin ? Cette illusion n'est pas nouvelle. Marx l'avait déjà attaquée dans la *critique du programme de Gotha* en répondant à ceux qui avançaient l'idée de *répartition équitable des produits du travail*. Marx leur posait la question : *les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques, ou n'est-ce pas, au contraire, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ?*

Beaucoup plus grave est le soutien aux options de politique extérieure de Mitterrand. Il opte pour la coexistence pacifique et le traité de Moscou (18), mais ne condamne pas l'alliance atlantique et la politique américaine au Viet-Nam.

Qu'entend-il alors par *coexistence pacifique* ? La chose est bien vague : Johnson non plus ne s'y est jamais déclaré opposé. Cependant notre direction semble satisfaite puisque Waldeck Rochet dans son rapport n'apporte aucune remarque à ce sujet. Nulle part il n'est exigé *du candidat de la gauche* qu'il condamne l'agression américaine au Viet-Nam. Dans le rapport de Waldeck Rochet, il n'est d'ailleurs question du Viet-Nam que dans les dernières lignes, et seulement pour dire : « *Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les activités agressives des impérialistes américains, en premier lieu au Viet-Nam* ». Au moment où la guerre du Viet-Nam rend concrète la façon dont l'impérialisme américain entend maintenir son domaine d'influence dans le monde, que fait notre direction ? elle ne ferme pas les yeux sur ce problème, mais elle se comporte comme si il n'avait aucune implication politique en France ; elle vote pour un candidat qui est, dans ce domaine, en arrière de la bourgeoisie gaulliste. Mitterrand, que les nécessités électorales ont obligé à arborer l'étiquette « gauche », déclare :

L'homme de gauche que je suis ne saurait approuver ce que font les troupes américaines au Viet-Nam.

Mais Mitterrand qui est « de gauche » pendant les périodes électorales trouve normal que ces mêmes troupes *soient* au Viet-Nam ; sans doute est-ce parce qu'il « n'oublie pas le rôle joué par les américains dans la défense du monde libre » (on peut d'ailleurs admirer la savante ambiguïté de cette phrase).

L'issue de la guerre au Viet-Nam est décisive dans la lutte des classes à l'échelle internationale et c'est sur ce point que tout naturellement se différencient les directions révolutionnaires des directions réformistes ou bourgeoises. Que dit le communiqué franco-cubain ?

(18) *Traité signé par les U.S.A. mais pas par Cuba !*

La délégation du Parti Communiste Français et les dirigeants du Parti Communiste de Cuba ont convenu que la lutte contre l'impérialisme, en premier lieu contre l'impérialisme nord-américain dans ses multiples manifestations, est la tâche la plus urgente à laquelle doivent consacrer leurs efforts dans le monde d'aujourd'hui les peuples de tous les pays (19).

Appeler à voter Mitterrand revient très exactement à faire de cette lutte une lutte secondaire.

Quant à l'alliance atlantique, pacte agressif des pays capitalistes, et à son rejet : « nous n'en faisons pas une condition de notre participation à l'action commune ». De quoi alors notre direction fait-elle une condition de notre participation ? Waldeck Rochet lui-même donne la réponse à cette question clé (page 21) :

Oh sans doute, si, à l'exemple de Defferre François Mitterrand s'opposait à l'entrevue sans exclusive de tous les partis de gauche, jetait l'exclusive contre notre Parti et recherchait des alliances à droite, notre Parti n'envisagerait aucunement de soutenir sa candidature.

L'argument (!) est donc le suivant : Mitterrand accepte nos voix de bon coeur ; nous pouvons donc les lui donner. Peu importe, si, ce faisant, nous sommes conduits à soutenir des options que, sur les points essentiels (revendications économiques et sociales, O.T.A.N., Viet-Nam) nous aurions dû dénoncer.

En soutenant François Mitterrand et ses options notre direction utilise l'énergie militante des membres du Parti pour populariser et ancrer davantage dans l'esprit des masses un ensemble d'illusions et de mystifications créées par la bourgeoisie ; elle détourne les luttes de leurs objectifs essentiels, dont le moindre n'est pas le Viet-Nam. Car, dans cette campagne, les militants communistes ont bien suivi l'objectif fixé par Waldeck Rochet dans son rapport : « Rassez sur son nom (Mitterrand) des millions et des millions de voix ».

### ● 4 ) La campagne électorale

La majeure partie du travail pratique est faite par les militants communistes qui souscrivent, distribuent des tracts, tiennent des réunions publiques locales, et collent les affiches de Mitterrand « Un président jeune pour une France moderne » (à ne pas confondre avec celles de Lecanuet « Un président moderne pour une France prospère »). Les meetings organisés par les communistes popularisent les options de Mitterrand et non le programme du Parti. L'objectif de rassembler des millions et des millions de voix impose de ne pas aller « plus loin » que les options. Les rencontres unitaires à la base sont extrêmement rares (c'était effectivement un privilège de rencontrer « la base » de Mitterrand). Les militants qui voyaient dans cette campagne une possibilité de grandes discussions auront été bien déçus (20).

Après la mise en ballottage de De Gaulle, que la direction du Parti n'explique que par le succès de Mitterrand, le « candidat unique de la gauche », va devenir « candidat des républicains » et ceci dès le soir du premier tour. En effet, Waldeck Rochet déclare aux journalistes le soir du 5 décembre :

Le Parti Communiste Français constate avec plaisir que la masse des voix communistes s'est rassemblée sur le nom du

(19) *Communiqué commun du Parti Français et du Parti cubain publié dans l'Humanité du 15/3/66.*

(20) *Dans certains cas des camarades voulaient constituer des comités de base de soutien à Mitterrand. Cela leur fut interdit.*